



## Assemblée générale

Distr. générale  
13 novembre 1997  
Français  
Original : anglais

Cinquante-deuxième session  
Point 20 b) de l'ordre du jour

Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire  
et des secours en cas de catastrophe fournis  
par l'Organisation des Nations Unies, y compris  
l'assistance économique spéciale : assistance  
économique spéciale à certains pays ou régions

Assistance d'urgence au Libéria

Rapport du Secrétaire général

## Table des matières

	Paragraphes	Page
I. Introduction .....	1-4	3
II. Aperçu des activités d'assistance humanitaire .....	5-13	3
III. Appui au processus de paix .....	14-28	5
A. Relance du processus de paix .....	14-16	5
B. Désarmement, démobilisation et réinsertion .....	17-28	5
IV. Examen de l'assistance humanitaire, par secteur .....	29-55	8
A. Alimentation et nutrition .....	29-32	8
B. Agriculture .....	33-35	8
C. Santé et soins médicaux .....	36-40	9
D. Eau et assainissement .....	41-42	10
E. Éducation et formation .....	43-46	10
F. Groupes cibles spécifiques .....	47-55	10

---

V.	Organisations non gouvernementales .....	56–60	12
VI.	Assistance des États Membres et d’autres donateurs .....	61–68	12
VII.	Conclusions .....	69–72	13

## I. Introduction

1. Par sa résolution 51/30 B du 5 décembre 1996, l'Assemblée générale, a) prenant note de la résolution 1071 (1996) du Conseil de sécurité, en date du 30 août 1996, dans laquelle le Conseil s'était notamment félicité de l'accord auquel la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) était parvenue à Abuja le 17 août 1996<sup>1</sup>, prorogeant l'Accord d'Abuja de 1995<sup>2</sup> jusqu'au 15 juin 1997, établissant un plan d'exécution de l'Accord, prévoyant les moyens de vérifier si les chefs des factions respectent l'Accord et proposant des mesures qui pourraient être prises à l'encontre des factions qui ne le respecteraient pas, b) ayant examiné le rapport du Secrétaire général (A/51/303), l'Assemblée, profondément préoccupée par les effets nocifs que la prolongation du conflit a sur le développement socioéconomique du Libéria, en particulier les attaques dirigées contre des civils et les actes de pillage et de destruction d'infrastructures commis dans tout le pays après les hostilités qui ont éclaté le 6 avril 1996, et par la nécessité de rétablir d'urgence la paix et la stabilité pour permettre le relèvement et la reconstruction des secteurs de base du pays, et c) notant avec préoccupation que le manque de moyens logistiques et l'insuffisance des garanties données par les factions libériennes en matière de sécurité continuent à entraver l'acheminement des secours, notamment dans les régions que ne tient pas encore le Groupe de contrôle de la CEDEAO (ECOMOG), a demandé instamment aux factions libériennes et à leurs dirigeants de créer les conditions indispensables au développement socioéconomique du Libéria en honorant l'engagement qu'ils ont pris de mettre fin à toutes les hostilités et de désarmer leurs combattants, conformément au calendrier dont il a été convenu à Abuja le 17 août 1996.

2. Par la même résolution, l'Assemblée a lancé un appel à tous les États ainsi qu'aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales pour qu'ils continuent à fournir au Libéria l'assistance technique, financière et autre nécessaire au rapatriement et à la réinstallation des Libériens réfugiés, rapatriés ou déplacés, ainsi qu'à la réinsertion des combattants, afin de faciliter le rétablissement de la paix et le retour à la normale au Libéria. Elle a renouvelé l'appel qu'elle a adressé à tous les États pour qu'ils contribuent généreusement au Fonds d'affectation spéciale pour le Libéria créé par le Secrétaire général, notamment afin d'aider l'ECOMOG à s'acquitter de son mandat et à contribuer à la reconstruction du Libéria.

3. Dans la même résolution, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de poursuivre ses efforts en vue de mobiliser toute l'assistance possible de la part des organismes des Nations Unies afin d'aider le Gouvernement national de

transition du Libéria dans ses efforts de reconstruction et de développement, et de procéder, en étroite collaboration avec les autorités libériennes, à une évaluation globale des besoins, l'objectif étant d'organiser une table ronde des donateurs désireux de contribuer à la reconstruction et au développement du Libéria. Elle a prié aussi le Secrétaire général de lui rendre compte à sa cinquante-deuxième session des progrès réalisés dans l'application de la résolution, et a décidé d'examiner à cette session la question de l'assistance internationale pour le relèvement et la reconstruction du Libéria.

4. En application de la résolution précitée, le présent rapport décrit les activités menées par les organismes d'assistance humanitaire au Libéria pour atteindre les objectifs énoncés dans la résolution et l'évolution de la situation depuis la publication du dernier rapport du Secrétaire général.

## II. Aperçu des activités d'assistance humanitaire

5. Dans son rapport précédent (A/51/303), publié à la suite des hostilités d'avril-mai 1996 à Monrovia, le Secrétaire général a fait remarquer que les flambées de violence avaient obligé les organismes d'assistance humanitaire au Libéria (organismes des Nations Unies, organisations internationales, organisations non gouvernementales (ONG) et donateurs) à réexaminer leurs programmes d'assistance humanitaire et les incidences de ceux-ci sur la situation au Libéria. La crise, conjuguée à l'évacuation forcée du personnel humanitaire et à la perte de 489 véhicules et autres biens essentiels, a gravement restreint les activités humanitaires dans le pays. En conséquence, la communauté humanitaire a décidé de limiter ses opérations, qui étaient coordonnées par le Bureau de coordination de l'assistance humanitaire des Nations Unies au Libéria, à certaines activités d'urgence tant qu'elle ne pourrait pas travailler en sécurité.

6. L'ampleur et la soudaineté de la catastrophe humanitaire à Monrovia ont mis la communauté humanitaire en présence d'une situation difficile. Près de 46 % de la population de Monrovia, soit 362 000 habitants sur 780 000, avaient été déplacés – situation aggravée par le pillage généralisé des biens appartenant à la communauté humanitaire. Certaines personnes qui essayaient de quitter le Libéria ont été refoulées par des pays de la sous-région déjà surchargés par des réfugiés libériens. L'accès à l'arrière-pays étant limité du fait de l'insécurité, les organismes d'aide humanitaire ont concentré leurs efforts sur la zone de Monrovia, en s'arrangeant avec les ressources qui avaient pu être sauvées du pillage et de la destruction.

7. Tandis que se déroulaient les opérations de secours tant à Monrovia même qu'aux alentours, le Coordonnateur des Nations Unies pour les activités humanitaires a continué de négocier l'accès à l'arrière-pays avec les différentes factions. Les négociations ayant abouti, une série de missions d'évaluation se sont rendues dans les zones les plus touchées. Les organisations de secours ont ainsi pu élargir progressivement leurs activités et se rendre dans des villes et des villages inaccessibles depuis le début du conflit entre les factions.

8. La communauté humanitaire a par ailleurs poursuivi avec vigueur les activités de plaidoyer humanitaire en faveur des personnes en détresse. En collaboration avec les organismes d'aide et les pays donateurs, le Coordonnateur a mis au point une stratégie de plaidoyer dans le cadre de laquelle il a établi et fait paraître des déclarations communes sur certains événements qui menaçaient l'intégrité des activités humanitaires, au moyen notamment de communiqués parus dans la presse nationale et internationale, d'interviews par les médias, de bulletins de nouvelles internes et d'émissions radiodiffusées. La stratégie visait à diffuser largement les vues des organismes d'aide internationaux en vue de rétablir le calme et de prêter assistance aux nécessiteux.

9. Ces efforts ont notamment permis aux organismes d'aide humanitaire d'avoir accès à la population civile affamée tenue en captivité dans le comté de Bomi. Le 8 juillet 1996, une mission dirigée par le Bureau de coordination de l'assistance humanitaire des Nations Unies a trouvé des centaines de personnes affamées, y compris des femmes et des enfants émaciés, détenus contre leur volonté par l'une des factions en guerre désireuse d'attirer l'aide alimentaire dans cette région. Dénoncer la situation au moyen des médias internationaux et nationaux a contribué à faire libérer les civils et permettre au personnel des organismes humanitaires d'avoir accès à la région. De même, le Bureau a appelé l'attention de la communauté internationale sur un rapport de Médecins sans frontières (MSF) selon lequel des civils avaient été massacrés à Sinje, dans le comté de Grand Cape Mount, à la fin de septembre 1996, après l'avoir fait vérifier par une mission effectuée sous sa direction.

10. Dans son dernier rapport, le Secrétaire général a appelé l'attention de l'Assemblée générale sur le fait que, à Tubmanburg, dans le comté de Bomi, l'instabilité et les combats empêchaient 30 000 personnes de recevoir des secours. Après huit mois de négociations incessantes avec les chefs des factions à tous les niveaux, une mission d'évaluation composée d'organismes des Nations Unies et d'ONG internationales et nationales a pu entrer dans la ville investie, le 7 septembre 1996. Les organismes d'aide humanitaire ont ainsi pu se rendre compte directement de la tragédie qui frappait les civils pris dans les combats entre factions. Une

enquête rapide sur la situation alimentaire à Tubmanburg a révélé que 82 % des enfants de la région souffraient de grave malnutrition. La communauté humanitaire a réagi promptement. Organismes des Nations Unies et ONG, internationales et nationales [Médecins sans frontière (MSF), Vision mondiale internationale (VMI), Action internationale contre la faim (ACF), PMU-Interlife, la Société de la Croix-Rouge nationale du Libéria et Home for Old People (HOPE)], ont oeuvré en étroite collaboration pour sauver la vie des enfants, adultes et personnes âgées atteints de grave malnutrition.

11. À la fin de septembre 1996, il avait été possible d'accéder au comté de Grand Cape Mount à l'ouest de la route de Bomi et, un mois plus tard, à Robertsport, dans le même comté. La situation humanitaire désastreuse dans la région a conduit l'Oxford Committee for famine relief (OXFAM), VMI et Concern Worldwide à mettre en place des centres de ravitaillement et Médecins du monde (MDM), à instituer des services de santé mobiles.

12. Toutes ces opérations, réalisées avec succès, se sont déroulées dans un climat d'harcèlement et de violence de la part des factions à l'égard des civils et des représentants des organismes d'assistance humanitaire. Dans plusieurs zones, les populations civiles, dont la liberté de mouvement a été entravée, ont été prises à partie; leurs maigres réserves alimentaires, leurs récoltes sur pied et leurs effets personnels ont été détruits ou pris de force par les combattants. Le 17 octobre 1996, une équipe commune ONU/ONG, de 17 membres, se rendant en mission dans le comté de Grand Cape Mount a été arrêtée sous la menace des armes, détenue et dépouillée de ses biens par les combattants. Le 28 octobre, des produits alimentaires et autres se trouvant dans des entrepôts, des véhicules et d'autres ressources appartenant au Programme alimentaire mondial et à la Fédération luthérienne mondiale/Lutheran World Service ont été pillés et les employés de ces organismes pris à partie et détenus à Phebe, dans le comté de Bong. Les échanges de feux qui ont eu lieu le 31 octobre dans le palais présidentiel (Executive Mansion) ont compliqué encore les activités humanitaires en aggravant les harcèlements et multipliant les vols de biens des agents des services de secours dans l'intérieur du pays, et ce jusqu'à ce que l'ECOMOG ait maîtrisé la situation.

13. Avec le démarrage de l'opération de désarmement et de démobilisation, le 22 novembre 1996, la situation humanitaire au Libéria s'est considérablement améliorée. Le déploiement régulier de l'ECOMOG dans de nouvelles zones, la mise en place d'un réseau de sites de désarmement et de démobilisation par les Nations Unies et la régression qui s'en est suivie du banditisme armé à l'intérieur du pays, ont permis aux activités de secours de reprendre dans des régions jusqu'alors inaccessibles. Dans le cadre de l'assistance humanitaire,

qui jusque-là avait été focalisée sur les besoins d'urgence des populations en détresse, il a été possible de fournir des conseils aux personnes traumatisées par la guerre, de réparer les routes et les ponts essentiels et autres éléments d'infrastructure de manière à faciliter l'élargissement des programmes d'assistance après la saison des pluies.

### III. Appui au processus de paix

#### A. Relance du processus de paix

14. Au cours de la période considérée, le processus de paix a été relancé sous l'effet en partie des efforts déterminés de la communauté internationale. Les hostilités d'avril-mai 1996 à Monrovia avaient bien assombri les perspectives d'une paix durable, mais l'activité diplomatique intense à la quelle les parties régionales et bilatérales s'étaient livrées pour relancer le processus de paix a abouti le 17 août 1996 à l'adoption de l'Accord prorogé d'Abuja et le 3 septembre à la nomination de Mme Ruth Sando Perry aux fonctions de Président du Conseil d'État restructuré. Les efforts déployés pour mettre en place un conseil cohésif continuent toutefois de se heurter à des difficultés en raison de l'atmosphère de méfiance entre les chefs des factions à l'égard du Conseil et de la poursuite des hostilités dans l'intérieur du pays entre leurs partisans armés. Le cessez-le-feu, déjà précaire, et le désengagement des forces ont été encore compromis par la fusillade du 31 octobre 1996 au palais présidentiel. L'escalade des hostilités a pu être évitée principalement grâce à la modération dont ont fait preuve les membres du Conseil et au déploiement rapide de l'ECOMOG dans les points stratégiques de Monrovia; l'incident, toutefois, a contribué à l'aggravation des rivalités à l'intérieur du Conseil d'État et au climat de suspicion qui y règne.

15. Il convient de rappeler qu'à la suite de la signature de l'Accord d'Abuja d'août 1996, le Président de la CEDEAO et Président du Nigéria, le général Sani Abacha, avait demandé au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'oeuvrer avec la CEDEAO en vue de la fourniture de l'assistance et de l'appui nécessaires aux processus visant à mettre en place des élections libres et régulières au Libéria. En conséquence, les organismes des Nations Unies présents au Libéria ont agi de concert en vue d'assurer la pleine exécution de l'Accord d'Abuja révisé. Le Représentant spécial du Secrétaire général au Libéria a participé régulièrement à divers comités et structures ordinaires et ad hoc mis en place pour suivre et promouvoir les diverses dispositions de l'Accord, notamment par l'intermédiaire du Comité de médiation, composé de représentants de la CEDEAO, de l'ECOMOG,

du Gouvernement national de transition du Libéria et des membres de la communauté diplomatique au Libéria. Par ailleurs, la Mission d'observation des Nations Unies au Libéria (MONUL) a continué de présider le Comité des violations du cessez-le-feu et de participer aux travaux de la Commission du désarmement, qui a entrepris des missions d'enquête et de vérification communes.

16. Les organismes des Nations Unies ont eux aussi joué un rôle extrêmement important dans le processus électoral. Avec le concours d'autres organisations bilatérales et internationales, le PNUD a fourni une assistance technique essentielle aux autorités électorales tandis que la MONUL s'attachait conjointement avec la CEDEAO à assurer une coordination adéquate des élections. Outre qu'elle a déployé des centaines d'observateurs électoraux, la MONUL a fourni les ressources logistiques qui ont constitué un élément essentiel des infrastructures des transports et de l'information à l'appui des opérations d'enregistrement et du scrutin, ce qui a facilité la tenue d'élections générales justes et régulières, le 19 juillet 1997.

#### B. Désarmement, démobilisation et réinsertion

##### 1. Désarmement et démobilisation

17. Par le passé, les médiateurs aux niveaux international et régional n'avaient pas réussi à obtenir un accord portant sur le désarmement et la démobilisation des parties à la guerre civile au Libéria, en grande partie parce que l'engagement des parties concernées était insuffisant. La planification et la mobilisation des ressources étaient parvenues à un stade avancé lorsque des combats qui ont éclaté à Monrovia le 6 avril 1996, ont paralysé ces activités. Lorsque l'Accord prorogé d'août 1996 a établi un nouveau calendrier d'application pour le processus de paix au Libéria, les Nations Unies ont recommencé l'exercice de planification en vue d'élaborer un concept révisé des opérations de désarmement, de démobilisation et de réinsertion et ont réactivé les arrangements et les structures institutionnels en septembre 1996. Une campagne visant à sensibiliser le Gouvernement libérien au processus a été immédiatement lancée avec celui-ci.

18. Afin de faire progresser le processus, l'équipe de travail sur la démobilisation et la réinsertion a été réactivée sous la présidence du Coordonnateur des Nations Unies pour l'assistance humanitaire. Sa composition a été élargie en vue d'inclure un plus grand nombre de représentants des organisations nationales et internationales concernées. À titre prioritaire, le Plan de désarmement et de démobilisation

élaboré avant le mois d'avril a été remanié en vue de tenir compte du nouveau calendrier d'application du processus de paix et de l'insuffisance des ressources disponibles pour les activités de démobilisation et de réinsertion imputable aux nombreux pillages. Un plan de désarmement et de démobilisation révisé a été adopté à la mi-novembre 1996, puis présenté au Conseil d'État et au Comité de médiation par le Représentant spécial du Secrétaire général. Le programme approuvé était un document consensuel fixé d'un commun accord par toutes les parties. Dans ce document, l'équipe de travail sur la démobilisation et la réinsertion a adopté le principe de «une arme par personne» afin de rehausser la crédibilité de l'opération. Si ce principe a au début suscité des objections de la part des factions du Gouvernement, il s'est avéré être un moyen efficace de rassembler autant d'armes que possible pendant le processus de désarmement.

19. L'opération de désarmement et de démobilisation a commencé le 22 novembre 1996 comme prévu dans l'Accord d'Abuja prorogé d'août 1996. Malgré une très grave insuffisance des ressources, en particulier au plan des capacités logistiques et du personnel, le Bureau de coordination de l'assistance humanitaire et ses partenaires ont été en mesure de faire face à la situation et ils ont commencé à démobiliser sans délai dans les 10 sites choisis. Il est réconfortant de noter que 95 % du personnel chargé de la démobilisation étaient des Libériens, ce qui montre la participation importante et déterminée de la population libérienne. Tant le personnel national que le personnel international ont travaillé dans des conditions extrêmement difficiles avec des moyens de subsistance et des logements de piètre qualité. En outre, d'autres organismes et programmes du système des Nations Unies, dont l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ainsi que plusieurs ONG nationales et internationales, ont apporté un appui vital au programme de démobilisation.

20. Au 9 février 1997, date qui marquait la fin de la période officielle de démobilisation, 21 315 combattants avaient été démobilisés, comprenant 16 759 adultes de sexe masculin, 250 adultes de sexe féminin, 4 239 enfants de sexe masculin et 67 enfants de sexe féminin. Le nombre des combattants démobilisés était légèrement plus élevé que celui des combattants désarmés car des enfants combattants ont été démobilisés sans remettre une arme. L'appartenance aux différentes factions s'établissait comme suit : Front national patriotique du Libéria (FNPL) – 11 553; tendance Général Alhaji Kromah du Mouvement uni de libération du Libéria pour la

démocratie (ULIMO-K) – 5 622; Conseil pour la paix au Libéria (LPC) – 1 223; tendance Général Roosevelt Johnson du Mouvement uni de libération du Libéria pour la démocratie (ULIMO-J) – 1 114; Forces armées du Libéria (AFL) – 571; et Force de défense du Lofa (LDF) – 249. Après le 9 février, l'ECOMOG a continué de désarmer les combattants et de recueillir les armes dans les zones où l'exercice n'avait pas été mené pour des raisons logistiques. Ainsi, 132 anciens combattants supplémentaires ont été désarmés volontairement dans des lieux reculés du Libéria au cours des mois suivants. Le nombre total des armes et des munitions récupérées et dûment vérifiées par l'ONUMIL a atteint 10 036 armes et 1 246 024 cartouches. En outre, l'ECOMOG a recueilli aussi 3 000 armes et 150 000 cartouches dans le cadre d'opérations de bouclage et de fouille.

## 2. Programmes de transition et de réinsertion

21. Reconnaisant que la dissolution des factions combattantes ne suffirait pas à elle seule à mener à terme le processus de paix, l'ONU et ses partenaires ont élaboré un programme de réinsertion des anciens combattants. Au titre de la première phase de ce programme, la communauté humanitaire au Libéria, de concert avec l'Union européenne, le PNUD, l'UNOPS, l'Organisation internationale du Travail (OIT), le PAM, l'UNICEF, l'OMS et le Bureau de coordination de l'assistance humanitaire qui sont les principaux acteurs, a lancé avec l'appui d'un grand nombre d'ONG nationales et internationales, des projets à impact rapide en vue de faire la soudure entre la démobilisation et la mise en oeuvre des programmes de réinsertion à long terme. Ces projets de transition, à forte intensité de main-d'oeuvre et communautaires, ont couvert des activités ayant trait notamment aux travaux publics (réparation de routes et de ponts, installations sanitaires, écoles), aux petites entreprises (agriculture, pêche, industries familiales, coopératives), à la formation professionnelle (feronnerie, charpenterie, maçonnerie), aux soins de santé primaires (formation communautaire dans le domaine de la santé, de l'assainissement et de la surveillance des maladies), au counselling et à l'éducation civique. Le programme de transition ciblait les combattants démobilisés, mais des civils touchés par la guerre y ont participé et en ont bénéficié également.

22. Le programme de transition visait à pérenniser la réussite des activités de désarmement et de démobilisation. Les activités de transition ont fourni immédiatement d'autres possibilités aux anciens combattants et à leurs communautés, gagnant ainsi l'appui de la communauté en faveur des activités et assurant un appui financier et matériel aux différents combattants qui avaient perdu leurs moyens de subsistance du fait de la violence. Ces activités visaient aussi à jeter les

fondements d'un programme de redressement judicieux, à briser la chaîne de commandement des factions et à apporter une contribution aux efforts déployés en vue de promouvoir un environnement politique propice et la réconciliation nationale aux fins de la tenue d'élections démocratiques.

23. Une Équipe spéciale chargée des opérations de transition, composée de donateurs, d'organismes des Nations Unies, d'ONG internationales et nationales, a été constituée; sous la présidence du Bureau de coordination de l'assistance humanitaire, l'Équipe spéciale fournit des conseils en matière d'orientation, exerce un contrôle sur le programme de transition, et veille au respect des directives et principes convenus entre les partenaires essentiels qui prennent part au financement, à l'exécution et à la réalisation des projets de transition.

24. Le programme de transition au 30 juin 1997, date à laquelle il s'est officiellement achevé, avait fourni des emplois à court terme ou des possibilités de formation à plus de 30 000 personnes touchées par la guerre, dont environ la moitié était des anciens combattants. Le Bureau de coordination de l'assistance humanitaire a acheminé 3,2 millions de dollars prélevés sur le budget statutaire des Nations Unies au titre du maintien de la paix et une contribution des États-Unis au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies, d'un montant de 520 000 dollars, affecté aux agents de réalisation et aux ONG nationales et internationales partenaires qui appuient 50 projets. Ces projets ont fait participer directement 6 000 combattants et 4 500 civils touchés par la guerre. Le PNUD, faisant appel aux équipes de reconstruction civile établies par le Bureau des Nations Unies pour l'appui aux projets, a mené à terme 158 projets mettant l'accent sur les travaux publics, dont la vidange des canalisations et la réparation des routes, ce qui a permis de créer des emplois temporaires pour 12 994 anciens combattants et civils. Un projet exécuté par l'OIT et financé par le Bureau de coordination de l'assistance humanitaire et le PNUD a démarré une formation professionnelle à court terme pour plus de 2 000 combattants et civils. L'Union européenne a été elle aussi très active, avec 132 microprojets qui ont fourni des emplois à court terme à 7 500 combattants et civils.

25. En vue de faire fond sur les réalisations du programme de transition, l'ONU a fourni une assistance au Gouvernement libérien visant à élaborer des projets de réinsertion à moyen et à long terme dans le cadre d'un programme de redressement économique et de reconstruction. Le PNUD, par l'intermédiaire d'un projet exécuté par le Département des services d'appui et de gestion pour le développement du Secrétariat, a fourni un appui critique au Ministère de la planification en vue de créer un Comité directeur national de la réinsertion. Le PNUD a mobilisé et a engagé des ressources en vue de

financer des activités de réinsertion, de transition et de renforcement des capacités, d'un montant total de 13,4 millions de dollars. Afin de marquer leur intérêt pour le renforcement des capacités, des organismes des Nations Unies, notamment le PNUD, la FAO, l'OMS et l'OIT, ont fourni un appui institutionnel et logistique aux organismes gouvernementaux. En mars et avril 1997, une mission dépêchée au Libéria par le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) a élaboré un projet de document d'appui aux programmes pour l'élément logement, infrastructures et services du programme national de réinsertion. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel s'est engagée aussi à appuyer les activités de consolidation de la paix après les conflits au Libéria en effectuant des évaluations sectorielles techniques dans les principaux domaines agro-industriels.

### 3. Assistance aux enfants soldats au Libéria

26. Comme noté plus haut, plus de 4 300 enfants soldats qui relevaient des six principales factions combattantes ont été démobilisés. Afin de faire face aux problèmes de la démobilisation et de la réinsertion des enfants soldats, l'Équipe de travail sur la démobilisation et la réinsertion a constitué un comité technique spécial dirigé par l'UNICEF. Au cours de l'exercice de démobilisation, les enfants soldats ont été interviewés par du personnel de l'UNICEF spécialement formé, afin de confirmer qu'ils avaient pris part à la guerre, puis ils ont été démobilisés. À la fin de l'exercice, les enfants qui savaient où se trouvaient leurs parents ou leurs tuteurs ont été immédiatement réunis avec leur famille, tandis que les autres ont reçu des soins des ONG dans des foyers de transition pendant que l'on s'efforçait de retrouver leur famille. La grande majorité des enfants (85 %) ont retrouvé leur famille et seulement 15 % ont été placés dans des foyers de transition.

27. Dans le cadre du suivi, l'UNICEF a appuyé un projet d'aide aux jeunes touchés par la guerre, financé par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et bénéficiant d'une assistance alimentaire du PAM. Au titre de ce projet, le Children Fund (Royaume-Uni) a mis en place un mécanisme de surveillance communautaire visant à identifier les enfants anciens combattants dans les communautés et à les placer dans un projet d'appui aux jeunes touchés par la guerre mis en oeuvre par les ONG nationales. Le projet d'appui aux jeunes touchés par la guerre assure une formation professionnelle et l'alphabétisation des enfants anciens combattants ainsi que d'autres enfants touchés par la guerre.

28. L'exercice de désarmement et de démobilisation a rencontré de nombreux obstacles, mais le processus a été dans l'ensemble une réussite grâce à l'excellente coopération entre

l'ECOMOG, l'Organisation des Nations Unies, les ONG, les donateurs et le Gouvernement libérien. Cette réussite témoigne aussi du sacrifice, de la patience et de l'endurance du peuple libérien. Le programme de transition, qui a atteint ses objectifs, est à présent complété par des programmes de réinsertion à moyen et à long terme. La réussite du processus a ouvert la voie à la réconciliation nationale et aux élections qui se sont tenues le 19 juillet 1997.

## IV. Examen de l'assistance humanitaire, par secteur

### A. Alimentation et nutrition

29. Au cours de la période considérée, le PAM a distribué 38 000 tonnes de produits alimentaires divers à environ 650 000 bénéficiaires, dont 250 000 se trouvent dans des camps de réfugiés et personnes déplacées à Monrovia et aux alentours, et 30 000 autres en dehors de Monrovia. Le principal objectif de la stratégie d'aide alimentaire de 1996 était de réduire progressivement la distribution générale de produits alimentaires à Monrovia vers le milieu de 1996 pour passer à des interventions ciblées, de façon à instaurer un climat favorable à la réinstallation des personnes déplacées et des réfugiés rapatriés et à la réinsertion des anciens combattants. De ce fait, après la crise d'avril 1996, la stratégie alimentaire s'est concentrée sur les groupes vulnérables, notamment les enfants sous-alimentés, les personnes âgées, les handicapés, les orphelins, ainsi que sur les programmes limités d'alimentation d'urgence dans les écoles et les programmes d'échange «vivres contre travail», afin de maintenir les services d'urgence essentiels.

30. En août et septembre 1996, le PAM a fourni des rations alimentaires d'urgence aux populations vulnérables dans les comtés du Haut Margibi et du Bong inférieur, où l'on avait signalé des pénuries alimentaires aiguës. La division britannique de l'organisation Save the Children a distribué plus de 1 605 tonnes de produits alimentaires divers, fournis par le PAM, à une population de 90 929 habitants dans les comtés du Haut Margibi et du Haut Grand Bassa. À la suite de ces interventions, on a pu éviter que ne resurgissent les cas de malnutrition aiguë dont avaient souffert 50 % des enfants de moins de 5 ans dans ces régions en 1995. De même, la Fédération luthérienne mondiale/Secours luthérien a distribué plus de 127 tonnes de produits alimentaires à 11 000 personnes affectées dans le comté du Haut Bong.

31. Le succès le plus notable dans ce secteur a été réalisé au début de septembre 1996, lorsque le PAM et les organisa-

tions non gouvernementales s'occupant de nutrition ont évité une catastrophe qui menaçait dans l'ouest du Libéria. Lorsque Tubmanburg est redevenu accessible après huit longs mois de siège, le PAM et ses partenaires d'exécution sont rapidement arrivés et ont mis sur pied un programme global qui a permis de sauver la vie de plusieurs milliers d'hommes, de femmes et d'enfants affamés ou souffrant de malnutrition grave.

32. Outre les interventions susmentionnées, le PAM et le Secours catholique ont continué d'aider régulièrement les opérations d'alimentation menées par des institutions en faveur des hôpitaux, dispensaires, léproseries et centres d'alimentation spécialisée (programmes thérapeutiques et programmes d'alimentation complémentaire) dans les régions où il existait des poches de malnutrition. Ils ont également fourni des produits alimentaires à l'intention d'anciens enfants soldats dans des camps de transit gérés par la division britannique de Save the Children et deux organisations non gouvernementales nationales.

### B. Agriculture

33. Depuis qu'elle a repris ses activités au Libéria en octobre 1996, la FAO a continûment surveillé l'état des récoltes et la situation en matière d'approvisionnement alimentaire dans le pays par l'intermédiaire de son Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR). En décembre 1996, une mission de la FAO chargée d'évaluer les récoltes et l'approvisionnement alimentaire a été envoyée au Libéria pour évaluer la récolte de 1996 et les besoins en produits alimentaires en 1997. L'information a été communiquée à la communauté internationale, en particulier aux principaux pays donateurs. La FAO a continué d'effectuer des évaluations globales des intrants nécessaires à la production alimentaire.

34. En outre, la FAO a efficacement coordonné la planification et l'exécution des opérations de distribution des intrants agricoles, essentiellement des semences et des outils, aux agriculteurs frappés par la guerre. Les ressources apportées ou mobilisées par l'Union européenne, l'Agency for International Development des États-Unis, le PNUD, la FAO, le Coordonnateur des Nations Unies pour l'assistance humanitaire et des organisations non gouvernementales internationales ont été regroupées dans le cadre de plans unifiés de distribution exécutés par l'intermédiaire du Comité des semences et des outils, qui réunit le Ministère de l'agriculture, des organismes donateurs et des organisations non gouvernementales nationales et internationales. Le PAM a également fourni 2 100 tonnes de blé écrasé destinées à



«protéger les semences». Alliée à des apports similaires du Secours catholique, cette contribution a été d'une aide considérable aux réfugiés et personnes déplacées qui reprenaient les travaux agricoles dans leurs communautés d'origine dans les zones frontalières. Actuellement, la FAO facilite la distribution de semences de riz et d'outils manuels d'une valeur approximative de 2,5 millions de dollars dans l'ensemble des 13 comtés, au profit d'environ 120 000 agriculteurs. Au titre du projet de secours d'urgence de son Programme technique, la FAO distribue aussi du matériel de pêche à plus de 2 000 pêcheurs.

35. On s'est par ailleurs efforcé de mettre en place un mécanisme de surveillance de la sécurité alimentaire. Avec l'ouverture des comtés du sud-est, le PAM et le Secours catholique ont rapidement apporté des chargements initiaux de stocks alimentaires et des véhicules dans la région. Se fondant sur la vaste base technique que représente la communauté d'aide humanitaire au Libéria, et grâce au nombre croissant de postes sanitaires faisant rapport sur la situation, la communauté d'aide humanitaire a pu recevoir des rapports de surveillance et intervenir avant que la malnutrition atteigne des niveaux critiques.

### C. Santé et soins médicaux

36. Comme les années précédentes, l'OMS et l'UNICEF, en collaboration avec des partenaires nationaux et internationaux, ont aidé le Ministère de la santé et de la protection sociale à assurer des services sanitaires et services connexes. L'appui apporté par l'OMS a été coordonné par l'intermédiaire du Comité des services de santé, qui regroupe tous les organismes nationaux et internationaux travaillant dans le secteur de la santé. Le Comité, dont les coprésidents sont le Ministre de la santé et l'OMS, a joué un rôle crucial dans la remise en fonctionnement des services de santé à Monrovia, qui avaient fermé pendant les combats d'avril 1996.

37. Grâce en très grande partie aux efforts du Comité, on a réussi à juguler une poussée de choléra en août 1996. Pour éviter que des épidémies n'éclatent de nouveau, l'OMS a aidé le Ministère de la santé et de la protection sociale à établir un système d'alerte avancée en matière de surveillance épidémiologique.

38. L'Organisation mondiale de la santé s'est aussi activement occupée de valoriser les ressources humaines des services de santé. En apportant son appui aux établissements de formation qui ont survécu à la guerre civile, elle a pu en 1996 mener à bien la formation de 17 médecins, 6 pharmaciens et 32 agents sanitaires de niveau intermédiaire (infirmières, sages-femmes, aides médicales, inspecteurs de

l'hygiène de l'environnement, etc.). Elle a également appuyé la formation de 394 membres du personnel médical dans diverses disciplines dans deux établissements de formation médicale. Au niveau des collectivités, l'OMS a mis en place 138 structures communautaires pour donner aux résidents la formation voulue pour constituer des équipes de services de santé et d'assainissement. De même, elle a appuyé la formation de 85 sages-femmes et accoucheuses traditionnelles et leur a fourni des trousseaux de travail et du matériel pour assurer des accouchements dans de meilleures conditions de sécurité.

39. Depuis la fin de l'opération de désarmement, le système de fourniture de soins de santé a bien repris dans l'arrière-pays. L'OMS a exécuté un projet visant à renforcer les soins de santé primaires, à remettre en activité les services sanitaires communautaires dans les installations sanitaires des comtés, et à former et mettre en place des agents sanitaires dans la plupart des comtés. De concert avec l'UNICEF, les organisations Vision mondiale internationale (VMI), Médecins du Monde (MDM), Save the Children du Royaume-Uni, Action mondiale contre la faim (ACF), OXFAM et Medical Emergency Relief Cooperative International (MERCi), ainsi que la Société nationale de la Croix-Rouge libérienne, ont aidé à relancer les services et installations sanitaires (dispensaires et postes de santé) dans les régions que l'OMS ne dessert pas.

40. En collaboration avec le Ministère de la santé et de la protection sociale et MERCi, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance a remis en route 57 installations de soins de santé dans cinq districts. Il a organisé des ateliers de renforcement des capacités à l'intention des membres des équipes sanitaires de comté locales et d'organisations non gouvernementales avec lesquelles il exécute son Programme élargi de vaccination (PEV) dans tous les comtés. L'UNICEF a également collaboré avec l'Union européenne pour fournir le gros des médicaments et fournitures médicales essentiels à toutes les installations de services de santé à but non lucratif du pays, par l'intermédiaire du Service pharmaceutique national. Les besoins en matière de santé restent toutefois hautement prioritaires, car les services même minimaux restent inaccessibles à une très grande partie de la population.

### D. Eau et assainissement

41. L'UNICEF a été à l'avant-garde de l'action menée face aux énormes dangers causés à l'eau et à un environnement sain par les hostilités d'avril 1996. Il a développé ses opérations dans ces domaines, notamment en reprenant les programmes d'appui aux activités d'éducation en matière de

santé et d'hygiène dans les centres d'accueil des personnes déplacées, la construction de puits et de latrines dans les centres d'accueil dans tout Monrovia, la réparation des pompes manuelles, ainsi que les opérations de débouage des latrines et les transports d'eau par camion vers les sites des opérations d'urgence.

42. Dans l'intérieur du pays, l'UNICEF a été à la tête des activités d'installation de pompes manuelles, de construction de latrines à fosse et de promotion de méthodes sanitaires et efficaces d'évacuation des ordures ménagères. Tirant parti du fait que l'on accède plus facilement à la plus grande partie du pays depuis l'opération de désarmement et de démobilisation, l'UNICEF a pu fournir du matériel de chloration à nombre des sites de désarmement ou de démobilisation, ce qui a permis au personnel de démobilisation qualifié pour cette tâche d'opérer la chloration des puits. Il a également donné une formation permettant aux habitants de mener cette opération eux-mêmes, ainsi que d'assurer l'entretien des puits, et une formation en matière d'hygiène et de santé aux équipes communautaires leur permettant d'assurer le fonctionnement et l'entretien des installations.

## E. Éducation et formation

43. Dans le secteur de l'éducation, l'UNICEF a aidé le Ministère de l'éducation à revitaliser le système d'enseignement, notamment remettre en état les centres d'élaboration des programmes scolaires dans cinq comtés, reprendre la formation des enseignants aux méthodes éducatives, réviser les programmes d'études et distribuer le matériel pédagogique. Dans cette entreprise, il a collaboré avec le Ministère à la révision de tous les livres de classe des six premières classes du système d'enseignement libérien. Une équipe de spécialistes libériens a revu les programmes d'études, et l'UNICEF imprimera les livres de classe révisés grâce à une subvention de l'Union européenne.

44. Depuis octobre 1996, le PAM, en coopération avec le Ministère de l'éducation, a mis en oeuvre un programme d'alimentation d'urgence dans les écoles pour venir en aide aux écoles qui avaient été fermées pendant le conflit. En juin 1997, un millier d'écoles dans neuf comtés avaient repris les cours, et le nombre de bénéficiaires atteignait près de 250 000. Le programme a eu un effet des plus positifs sur l'inscription des élèves et étudiants, en particulier les filles. L'élément «vivre contre travail» était dans nombre de cas le seul stimulant ou la seule rémunération des enseignants et du personnel d'appui, qui ne percevaient pas de salaire. Les préparatifs sont en cours pour veiller à ce qu'un plus grand

nombre d'écoles puissent participer à ce système d'ici la fin de 1997.

45. On cherche aussi à répondre aux besoins à long terme des combattants démobilisés, dont 56 %, tant enfants qu'adultes, ont exprimé le désir de retourner à l'école. Pour répondre à cette demande et jeter les bases de la revitalisation du système d'enseignement, l'UNICEF a commencé les travaux pour rouvrir 160 écoles primaires rurales.

46. Dans le cadre de son programme de Modules de qualification pour l'emploi, l'OIT s'occupe de promouvoir la formation de courte durée à certaines compétences dans les zones rurales du Libéria, en se concentrant essentiellement sur les anciens combattants et autres Libériens touchés par la guerre. Le programme était conçu pour apporter la formation au bénéficiaire, parallèlement au programme d'alimentation du PAM. Ce programme, au titre duquel des contrats de sous-traitance ont été passés avec des formateurs locaux, a permis de décerner des diplômes à 1 700 personnes.

## F. Groupes cibles spécifiques

### 1. Réfugiés et rapatriés libériens

47. On estime à 665 000 le nombre de réfugiés libériens dans des pays d'asile de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest. Avec l'amélioration de la situation sécuritaire au Libéria et le déploiement du Groupe d'observation militaire de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (ECOMOG) dans tout le pays, les réfugiés ont commencé à rentrer chez eux. Pour appuyer cet effort, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a actualisé son plan d'opération pour le rapatriement et la réintégration des réfugiés libériens. Au cours de la phase I, il a facilité le retour de 1 179 réfugiés libériens de Sierra Leone, du Ghana, de Côte d'Ivoire et de Guinée. Outre fournir le transport, le HCR verse aux rapatriés 30 dollars par chef de famille et 15 dollars par personne à charge.

48. Au cours de la phase II du plan d'opération, qui implique un vaste programme de rapatriement et de réintégration pour le Libéria, le HCR tiendra compte de divers facteurs comme la situation sécuritaire et les contraintes logistiques dues à la saison des pluies, ainsi que le vœu exprimé par certains réfugiés de ne rentrer qu'après la fin de l'année scolaire et la moisson. Pour mieux assurer le surcroît d'activités liées à la protection et au contrôle des réfugiés dans les deux phases, le HCR établira prochainement des bureaux auxiliaires à Vahun, Gbarnga, Voinjama, Zwedru et Harper. En ce moment, il envoie régulièrement des missions sur le terrain dans plusieurs zones de réinstallation et de retour de

réfugiés pour déterminer les zones et secteurs qui nécessitent une attention immédiate.

## 2. Réfugiés sierra-léoniens

49. Avant le coup d'État militaire du 25 mai 1997 en Sierra Leone, on estimait à 120 000 le nombre de réfugiés de ce pays au Libéria; le HCR dispensait des soins à une trentaine de milliers d'entre eux et assurait leur entretien dans cinq camps de réfugiés à Monrovia. À la mi-mai 1997, il avait facilité le rapatriement volontaire de 1 837 réfugiés. L'opération a toutefois été suspendue à la suite du coup. En collaboration avec le Gouvernement libérien, d'autres organismes opérationnels des Nations Unies et des organisations non gouvernementales, le HCR a répondu aux besoins des quelque 7 000 nouveaux Sierra-Léoniens en quête d'asile qui avaient fui les récentes hostilités dans le sud-est du pays. La plupart des nouveaux réfugiés sont établis dans les comtés de Grand Cape Mount et lower Lofa.

## 3. Libériens déplacés à l'intérieur de leur pays

50. Depuis la publication du précédent rapport du Secrétaire général, les organismes d'aide humanitaire se sont principalement efforcés de maintenir les services fournis à des centaines de milliers de Libériens déplacés à l'intérieur de leur pays et de réfugiés sierra-léoniens. On estime qu'environ 750 000 Libériens sont déplacés à l'intérieur de leur pays. Si un grand nombre d'entre eux sont regroupés dans des centres d'hébergement, de nombreux autres demeurent déplacés dans des localités et villages dispersés sur l'ensemble du territoire.

51. Au cours de l'année écoulée, trois tâches principales ont occupé les organismes d'assistance humanitaire au Libéria. En premier lieu, ils ont entrepris la construction d'abris permanents en coopération avec les autorités gouvernementales, afin de reloger des dizaines de milliers de personnes entassées dans des refuges temporaires. En deuxième lieu, divers avantages ont été offerts à l'appui des efforts visant à encourager le retour des personnes déplacées dans leurs foyers. Tandis que ces mesures étaient prises, des centres d'accueil étaient cependant organisés pour les personnes fuyant les combats qui se poursuivaient. En troisième lieu, des consultations sur les problèmes à long terme liés au déplacement, comme la réinstallation, ont été engagées, dans le cadre desquelles il a notamment été proposé de créer un organe chargé de la planification des opérations de réinstallation, et de renforcer les capacités locales.

52. Il est encourageant de noter qu'un processus de réinstallation librement consentie et non assistée des personnes déplacées se poursuit sur l'ensemble du territoire depuis août

1996, quoique à une échelle modeste. Cela s'expliquait par l'amélioration constante de la sécurité dans les zones rurales, à la suite des opérations de démobilisation et de l'expansion du déploiement de l'ECOMOG dans les zones rurales des comtés. Les rapatriés étaient toutefois confrontés à de graves problèmes résultant de la destruction massive des habitations, des routes et des ponts et l'occupation non autorisée de leurs biens pendant leur absence.

53. Bien que l'amélioration de la situation sur le plan sécuritaire ait permis à un certain nombre de personnes déplacées de rentrer, d'autres attendaient toujours une stabilisation de la situation politique avant de décider de regagner leurs foyers. Par ailleurs, la préparation matérielle des opérations de réinstallation globale n'avait pas encore commencé. La communauté internationale a proposé diverses initiatives à ce sujet, que le Gouvernement examine actuellement.

## 4. Questions relatives aux femmes

54. Comme ce sont les femmes qui, au Libéria, continuent de souffrir le plus des effets de la guerre, le système des Nations Unies s'efforce d'améliorer leur situation en fournissant un appui aux organisations et aux associations féminines. L'UNICEF par exemple contribue à la formation de responsables dans les communautés à hauts risques en tant qu'éducatrices sanitaires, par le biais de cours d'éducation sanitaire et la diffusion d'informations sur l'allaitement maternel, la prévention des maladies diarrhéiques, la prestation de soins à domicile et la lutte contre les maladies.

55. Des efforts énergiques sont faits pour promouvoir l'émancipation économique des femmes en offrant aux femmes pauvres et affectées par la guerre un accès aux moyens financiers leur permettant d'exercer un emploi indépendant. Le Bureau de coordination de l'assistance humanitaire des Nations Unies a versé un montant de 200 000 dollars pour un projet de microcrédit géré par le Département des services d'appui et de gestion pour le développement de l'ONU et financé un projet de la FAO portant sur la formation de 100 femmes à des méthodes de pêche et de commercialisation améliorées. Parmi d'autres projets financés par le Bureau et exécutés par des ONG nationales et des organisations féminines, on mentionnera la fourniture d'un appui à un centre d'auto-assistance et de garderie d'enfants, un stage de couture et de tricot pour les mères et les ex-combattants et un projet local de productions végétales et d'élevage.

## V. Organisations non gouvernementales

56. La crise d'avril 1996 a eu de graves conséquences pour la communauté des ONG travaillant au Libéria. Confrontées à un accroissement du volume de leurs activités humanitaires en même temps qu'à un pillage massif de leurs ressources et à des réductions de leurs effectifs, les ONG internationales ont publié une déclaration sur l'exécution d'opérations limitées, qui a servi de base à une stratégie opérationnelle commune pour l'ensemble des organismes d'aide humanitaire. Incorporant un certain nombre de principes ingénieux en matière d'assistance, cette stratégie part du principe que l'intervention humanitaire ne doit en aucun cas, ni directement ni indirectement, avoir d'effets préjudiciables pour les personnes qu'elle a pour objectif d'aider.

57. Certaines ONG ont étendu leurs services aux communautés rurales. Le nombre des ONG internationales est passé à 20, de nouvelles organisations étant venues travailler dans le pays au cours de l'année. Une caractéristique de l'activité des ONG au Libéria pendant cette période a été la diversification des interventions et l'élargissement de la couverture géographique. De nombreuses organisations ont commencé par intervenir dans un ou deux secteurs et ont ensuite étendu leur action à d'autres secteurs, afin de pallier des insuffisances critiques et de répondre aux besoins des communautés ciblées.

58. Les ONG internationales qui avaient participé à des interventions multisectorielles ont rapidement étendu leur champ d'action aux régions éloignées, à mesure que les conditions de sécurité s'amélioraient. Dans le secteur de la nutrition et de la santé, les ONG travaillant depuis longtemps au Libéria ont maintenu une présence importante, tandis que les nouvelles arrivées ont cherché de nouvelles niches, comme la mise en place de services sanitaires itinérants pour desservir les populations rurales rapatriées.

59. Plusieurs ONG ont joué un rôle déterminant dans la démobilisation et la réinsertion des combattants. L'organisation Save the Children Fund (Royaume-Uni) et ses partenaires nationaux – Children's Assistance Programme et Don Bosco – ont offert des services d'orientation aux enfants-soldats démobilisés et favorisé dans ce cadre les regroupements familiaux. L'International Rescue Committee, OXFAM, World Vision International et la Fédération luthérienne mondiale/Service mondial ont exécuté, en collaboration avec de nombreuses ONG nationales, des projets-passerelles à l'aide de fonds reçus du Bureau de coordination de l'assistance humanitaire de l'ONU.

60. Les ONG libériennes crédibles sont plus nombreuses et participent plus largement à l'effort humanitaire. Le PAM, l'UNICEF et le PNUD/UNOPS ont recouru à leurs services dans leurs programmes respectifs, tandis que le Bureau de coordination de l'assistance humanitaire de l'ONU a fait appel à elles pour l'exécution de nombreux projets-relais.

## VI. Assistance des États Membres et d'autres donateurs

61. Dans l'appel global interorganisations lancé pour la période de septembre 1995 à août 1996, qui a été prorogée jusqu'au 31 décembre 1996, le système des Nations Unies demandait un montant de 114 593 853 dollars; des contributions ont été annoncées et reçues pour un montant de 89 314 840 dollars. Un autre appel global a été lancé en décembre 1996, pour la période du 1er janvier au 30 juin 1997, afin d'obtenir un montant de 31,2 millions de dollars mais, compte tenu du très faible niveau des contributions et de la nécessité d'attendre une stabilisation de la situation au Libéria, l'appel a par la suite été étendu pour couvrir une nouvelle période allant jusqu'au 31 décembre 1997. En juillet 1997, les contributions annoncées et reçues ne se chiffraient qu'à 7 588 561 dollars. L'appel a été lancé en conjonction avec le Programme interorganisations du système des Nations Unies pour la réinsertion des communautés et l'édification de la paix, qui est coordonné par le PNUD et porte sur la période du 1er janvier au 31 décembre 1997. Le Programme demandait un montant de 60,6 millions de dollars; la réponse a toutefois été très loin d'atteindre ce chiffre.

62. La communauté internationale a apporté une contribution importante à l'ECOMOG et fourni un soutien utile pour l'organisation du processus électoral. Le 2 juin 1997, le Secrétaire général a invité les États Membres et d'autres donateurs à communiquer des informations sur l'assistance fournie au Libéria dans le cadre de la résolution 51/30 B de l'Assemblée générale. Les réponses reçues de six États sont récapitulées ci-après.

### République populaire de Chine

63. La Chine a fourni 500 tonnes de riz et 5 000 mini-transistors radio.

### Irlande

64. En 1996, l'Irlande a versé une contribution de 450 000 livres irlandaises au titre des secours alimentaires d'urgence et de l'assistance médicale.

### Italie

65. L'Italie a contribué à l'assistance humanitaire au Libéria en aidant au transport par avion de biscuits à haute teneur en protéines pour les réfugiés libériens de l'entrepôt des Nations Unies à Pise jusqu'en Sierra Leone, d'un coût de 75 000 dollars, et versé une contribution de 400 000 dollars au HCR au titre d'opérations d'urgence en faveur des réfugiés libériens en Côte d'Ivoire.

#### Suède

66. Entre juin 1995 et juin 1997, la Suède a fourni au Libéria une assistance en matière de relèvement et de reconstruction, notamment dans les domaines concernant le rapatriement des réfugiés, les soins aux réfugiés et aux personnes déplacées, les soins de santé, la coordination, l'alimentation et l'éducation. L'assistance fournie au cours de cette période s'est chiffrée à 73 millions de couronnes suédoises, l'aide fournie de janvier à juin 1997 s'élevant à 23,5 millions de couronnes. Les principaux bénéficiaires ont été le HCR, la FAO, le Département des affaires humanitaires du Secrétariat de l'ONU, l'UNICEF, le Comité international de la Croix-Rouge, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et diverses ONG suédoises et internationales.

#### Suisse

67. En 1995, la Suisse a fourni au Libéria une assistance humanitaire d'un montant total de 3 530 709 francs suisses, contre 2 395 149 francs suisses pour 1996.

#### Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

68. Depuis le 1er avril 1996, le Royaume-Uni a versé un montant d'environ 2 millions de livres sterling au titre de l'assistance humanitaire au Libéria. Les fonds ont été versés aux organisations suivantes : UNICEF, Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Action internationale contre la faim, Merlin, Save the Children Fund (Royaume-Uni) et Tear Fund.

## VII. Conclusions

69. La situation s'est considérablement améliorée au Libéria sur le plan humanitaire depuis le précédent rapport (A/51/303). Le processus de paix se poursuit. Les canons se sont tus. Pour la première fois depuis l'indépendance de leur nation, il y a 150 ans, les Libériens ont voté, le 19 juillet 1997, pour élire le Président et les députés dans le cadre d'élections généralement libres et régulières, qui se sont déroulées sous supervision internationale. Le nouveau

gouvernement, dirigé par M. Charles Ghankay Taylor et le Parti national patriotique, a pris ses fonctions le 2 août 1997.

70. La diplomatie sous-régionale et les pressions politiques soutenues par la force militaire ont joué un rôle très important, bien que les efforts collectifs exercés par les organismes d'assistance humanitaire en matière de diplomatie humanitaire, d'activités de plaidoyer et de secours aient eux aussi apporté une contribution très utile. Privés de leurs ressources qui ont été pillées ou détruites à maintes reprises pendant la guerre civile, l'ONU et ses partenaires de la communauté humanitaire ont continué à apporter leur soutien à la population libérienne affectée par la guerre. Parmi les principales activités menées par les organismes d'assistance humanitaire au Libéria au cours de l'année écoulée, on mentionnera la divulgation d'informations sur des personnes pratiquement retenues comme otages à Suehn, l'endiguement d'épidémies de choléra et de rougeole à Monrovia et ailleurs, la disparition de famines massives dans les comtés de Bomi et Grand Cape Mount, les activités humanitaires concertées en matière de plaidoyer afin de contraindre les factions à autoriser l'acheminement d'une assistance aux catégories les plus déshéritées et le succès des efforts déployés par les organismes d'aide humanitaire, afin de démobiliser et de réinsérer les anciens combattants dans la société.

71. L'évolution positive de la situation sur le plan politique pose de nouveaux problèmes aux organismes d'assistance humanitaire. Des zones qui étaient naguère inaccessibles en raison du manque de sécurité peuvent maintenant faire l'objet d'actions humanitaires. À l'avenir, les organisations humanitaires s'efforceront plus activement de faciliter le retour et la réinstallation librement consentis des personnes déplacées et des réfugiés libériens. L'ONU et ses partenaires s'efforcent également de réinsérer les anciens belligérants dans la société civile, compte tenu des souhaits qu'ils ont manifestés. Il faut toutefois envisager cette évolution positive tout en tenant compte de la détérioration de la situation en Sierra Leone et des répercussions qu'elle risque d'avoir pour le Libéria.

72. Les opérations de secours devraient se poursuivre pendant quelque temps encore afin de répondre aux besoins des groupes vulnérables dans tout le pays. Il est rassurant de noter que les organismes d'assistance humanitaire ont commencé à recentrer leurs efforts afin de soutenir l'action du Gouvernement libérien en vue du relèvement et de la reconstruction des structures économiques, sociales et institutionnelles du pays, tâche particulièrement ardue.

#### Notes

<sup>1</sup> Voir Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante et unième année, Supplément de juillet, août et septembre 1996, document S/1996/679, annexe et Corr.1.

<sup>2</sup> Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquantième année, Supplément de juillet, août et septembre 1995, document S/1995/742.

---